

## Études

# Le groupe des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris (1892-1902)

Contribution à la connaissance des origines  
du syndicalisme révolutionnaire

par J. MAITRON

### I. — HISTORIQUE DES E.S.R.I. OU DU SOCIALISME PLURALISTE A L'ANARCHISME

Pour écrire cette histoire, nous disposons de sources imprimées, de sources manuscrites et d'une source orale. Les premières consistent dans la collection des brochures publiées par les E.S.R.I. ainsi que par les souvenirs laissés par le docteur Pierrot dans *Plus Loin* en mars 1933 (N° 95 de la revue) à l'occasion du suicide de Marie Goldsmith, dont nous reparlerons. Les secondes sont constituées par le dossier B a/1527 des archives de la Préfecture de Police, dossier qui renferme non seulement les rapports relatifs aux E.S.R.I. mais aussi ceux se rapportant à la Ligue Démocratique des Ecoles et aux Etudiants Collectivistes. Elles sont constituées également par les archives que me remit le docteur Pierrot qui fut bibliothécaire et secrétaire des E.S.R.I., archives aujourd'hui versées à l'Institut. Enfin Mme Delesalle, qui a connu les plus agissants de tous ceux que je vais évoquer, a bien voulu m'apporter son témoignage et je l'en remercie.

Les premières associations générales d'étudiants datent de 1882 (Nancy) et 1887 (Paris) et ce n'est qu'en 1907 qu'une Union Nationale des Etudiants de France fut créée. Les étudiants n'ont pas toujours bénéficié d'une grande considération dans les milieux d'extrême-gauche. En décembre 1883, après un chahut d'étudiants, Emile Massard, qui présida le Congrès du Centre, 18-25 juillet 1880, au cours duquel se produisit la scission avec les anarchistes, écrivait dans le *Cri du Peuple* (27 décembre 1883) : « Les étudiants ! ils ont joué un rôle glorieux autrefois : en 1815, 1830, 1848. » Depuis

dix ans, les cours « ne sont plus accessibles aux pauvres » et les étudiants actuels « pourris physiquement, décomposés moralement, [...] ne sont que les fruits légitimes des classes moyennes ou élevées, déjà gangrenées par le luxe et l'oisiveté ». Des délégations d'étudiants suivies de cortèges se rendirent au journal pour protester, mais ne furent pas entendues, et Vallès précisait dans le *Cri du Peuple* du 30 décembre : « Il y a deux partis, le camp bourgeois et le camp social ». « La bourgeoisie à l'agonie a besoin de tout son monde, même de celui qui jette sa gourme dans les brasseries à femmes ». Le lendemain enfin, Jules Guesde apportait la justification « marxiste » de cette position : « En juillet 1830, comme en février 1848, les barricades ont, en même temps que les ateliers, vidés les Ecoles de leur jeunesse transformée en insurgés. » Mais, dès juin 48, le divorce s'opère et « les faubourgs seront seuls à donner ». En 1871, « il n'en sera pas autrement » et « les Ecoles seront du côté de la crosse des fusils des exécutions sommaires ». La raison ? « C'est qu'à la révolution politique, qui est achevée, a succédé la révolution sociale qui commence » et les étudiants sont « l'ennemi, une fraction de l'ennemi », et une alliance avec eux, « si elle n'était pas impossible, serait le dernier mot de la duperie pour l'atelier et pour le bras ».

Quelque dix ans plus tard, en novembre-décembre 1891, cette hostilité à l'égard des étudiants va, en partie (1), disparaître et c'est à ce moment que naît le groupe des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris, « le premier en date des groupes d'étudiants socialistes de Paris » (2). Voici dans quelles circonstances.

Le 29 novembre 1891, Camille de Sainte-Croix s'en prenait dans la *Bataille* à l'Association Générale des Etudiants qui avait blâmé une manifestation devant le Cercle catholique des Etudiants (3), rue du Luxembourg, en réplique aux membres du Cercle

(1) Cette animosité à l'égard des étudiants ne désarmera jamais complètement et la fondation même des E.S.R.I. fut mal accueillie par les anarchistes. C'est ainsi qu'un rédacteur de la *Révolution* écrivait (cf. n° 13, 19-25 décembre 1891) : « Les étudiants se disant socialistes cherchent à se grouper. Pour quoi faire ? Est-ce pour modifier l'élan révolutionnaire des masses ? C'est à craindre... » Quelques mois plus tard, la *Révolution* devait d'ailleurs adopter une tout autre attitude (cf. n° 33, 15-21 mai 1892).

Cependant, en 1929 encore, la *Voix Libertaire* traitait les étudiants, sans distinction, de « fruits secs de la bourgeoisie », et une revue syndicaliste révolutionnaire, la *Révolution Prolétarienne*, rappelant les articles du *Cri du Peuple*, titrait encore un article : « Ce n'est pas d'aujourd'hui que les étudiants sont des bourgeois » (cf. n° 215, 25 janvier 1936).

(2) En 1890, s'était bien constitué un « Groupe international d'étudiants anarchistes » (cf. la *Révolution*, n° 30, 12-18 août 1890) qui avait lancé un « *Manifeste aux étudiants du monde entier* » (cf. Arch. P.Po., B a/1527), mais la tentative fut sans lendemain.

(3) Le Cercle catholique groupait 550 membres dont 360 inscrits aux Facultés de l'Etat (d'après la *Bataille*, 29 novembre 1891). L'Association générale comptait 5.000 adhérents selon l'*Eclair* du 5 novembre 1892.

qui auraient crié au cours d'une manifestation : « A bas les étudiants de l'Etat ! » Et Camille de Sainte-Croix concluait son article : s'il y a encore des républicains, « qu'ils fondent entre eux une association ouverte aux seules idées modernes d'affranchissement et de progrès ; qu'ils se séparent d'un cercle où les catholiques font la loi ». La rédaction de la *Bataille* reçut quelques lettres d'étudiants, les uns approuvant l'Association Générale, les autres approuvant la suggestion de Camille de Sainte-Croix. Parmi ces dernières, une lettre de J.-L. Breton, étudiant au Collège de France qui demandait l'appui de la *Bataille*. Le 5 décembre, un comité provisoire d'étudiants s'étant constitué, Alexandre Zévaès, secrétaire de ce comité, lançait dans la *Bataille*, un « Appel aux étudiants socialistes » où il était dit : « [...] A l'Institut catholique et à l'Association générale des étudiants, aussi réactionnaires l'un que l'autre, il faut opposer la concentration de tous ceux qui, imbus des principes démocratiques, assoiffés d'égalité et de justice, veulent mettre l'enthousiasme de leurs vingt ans au service de la République sociale ». Et ce même numéro de la *Bataille* annonçait un manifeste de « J.L. Breton, étudiant » qui parut dans la *Bataille* du 7. Daté 14 frimaire an 100 (5 décembre 1891), il parut en feuille volante et était adressé « Aux Etudiants républicains socialistes ». Il sollicitait des adhésions qui devaient être envoyées « au citoyen Camille de Sainte-Croix, rédacteur au journal la *Bataille* » et affirmait notamment : « Oui, il faut créer l'Association socialiste des étudiants, qui, à l'inverse de l'Association générale, sera purement politique, qui, au lieu de ne s'occuper que de ses propres intérêts, ne cherchera qu'à venir en aide aux malheureux opprimés, victimes du régime social actuel et qui au lieu d'agir dans l'ombre resplendira à la lumière et relèvera dans l'esprit de tous les habitants du quartier latin d'aujourd'hui » (*sic*).

Après ces appels, la *Bataille* du 9 décembre donna les trois noms suivants qui peuvent donc être considérés comme ceux des trois fondateurs de la nouvelle association :

Jules-Louis Breton, 22, rue des Ecoles.

Alexandre Zévaès, 64, rue de Turenne.

Léon Thivrier, 23, rue de Tournon.

Une convocation trouvée dans les archives Pierrot et datée 25 décembre 1891 nous apprend que Thivrier fut le premier secrétaire du groupe. Grâce aux archives également, j'ai pu établir la liste des adhérents de décembre 1891, les 25 premiers adhérents des E.S.R.I. avec indication de leur nationalité et de la Faculté à laquelle ils appartenaient :

Antony,	?	Droit.
Bonnet Henry,	Français,	Droit.
Breton Jules-Louis,	Français,	Collège de France.

Brun Justin,	Français, ?
Commaille,	Français, Médecine.
Dardelin,	Français, Médecine.
Diamandy Georges,	Roumain, Droit.
Ferrand,	Français, Beaux-Arts.
Guillot,	Français, Médecine.
Korngold (Lorain),	Russe, Médecine.
Laborie,	Français, Médecine.
Laporte,	Français, Droit.
Legendre,	Français, Pharmacie.
Lemasson,	Français, Droit.
Morin,	Français, Lettres.
Mouchotte Joseph,	Français, Médecine.
Oguse (Coroleff),	Russe, Médecine.
Péronnet,	Français, Médecine.
Pierrot Marc,	Français, Médecine.
Rémy Léon,	Français, Lettres.
Suffren Raymond,	Français, Droit.
Thivrier Léon,	Français, Médecine.
Ygouf,	Français, Médecine.
Zévaès Alexandre (Bourson dit),	Français, Droit.
Zimmer,	Français, Beaux-Arts.

Soit : 21 Français, 2 Russes, 1 Roumain, 1 de nationalité inconnue.

Soit encore : 11 étudiants appartenant à la Faculté de Médecine, 7 à la Faculté de Droit, 2 à celle des Lettres, 2 aux Beaux-Arts, 1 au Collège de France, 1 à la Faculté de Pharmacie, et 1 dont nous ignorons la nature des études.

Les réunions se tinrent à la bibliothèque fouriériste, 89, rue Mouffetard. La première eut lieu le 12 décembre et groupa 38 assistants « dont deux dames ». Tous étaient étudiants sauf un, nommé Dally « qui s'est dit ancien étudiant ». La séance fut ouverte par Zimmer qui proclama que la nouvelle association voulait « faire acte de socialisme et d'indépendance » et qu'elle se voulait « militante ». Puis Zévaès prononça un discours très violent « agrémenté de beaucoup de contorsions ». Ayant fait profession de foi internationaliste, quelques rumeurs se manifestèrent et Zévaès s'écria alors : « Ceux qui ne seront pas de cet avis, on les emm... » Ainsi s'exprime du moins, dans son rapport, l'indicateur qui assistait à la réunion (Arch. P.Po. B a/1527). Breton annonça alors qu'une réunion aurait lieu chez lui le lendemain « pour établir les statuts ». Étaient convoqués à cette réunion : Bonnet, Breton, Thivrier, Zévaès et un cinquième (Pierrot ?) « dont le nom n'est pas connu ». Dally et Tornsbote « sujet russe (fondateur absent) » ont été adjoints à l'équipe plus haut désignée. Puis l'ordre du jour suivant

fut voté « à la presque unanimité » : « Considérant que M. Camille de Sainte-Croix a été très utile pour la propagande en vue de la formation d'une association d'étudiants socialistes, ceux-ci, réunis au nombre de 40 environ, le 12 décembre 1891, lui envoient leurs remerciements. » Zimmer avait proposé le vote de félicitations à Lissagaray, rédacteur en chef de la *Bataille*, mais certains y furent hostiles.

Selon le docteur Pierrot, c'est « grâce à l'énergie du Roumain Georges Diamandy » que le groupe se déclara « internationaliste » et c'est grâce à Breton qu'on ajouta l'« étiquette révolutionnaire ». Le 16 décembre 1891, eut lieu la première assemblée générale. Diamandy fut élu président de la nouvelle association et secrétaire pour l'étranger, Thivrier, nous l'avons vu, secrétaire pour le groupe, Zévaès, secrétaire pour la province, et Breton, archiviste.

La première action publique des E.S.R.I., fut leur participation, fin décembre, au Congrès international des étudiants socialistes à Bruxelles. Bonnet, Breton et Zévaès furent délégués. Toutefois, leur participation au congrès n'engageait qu'eux-mêmes. Ils emportèrent un splendide drapeau rouge à franges d'or, cravaté de rouge et portant l'inscription « Groupe des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris », qui avait coûté 60 francs avancés par Breton et qui devaient être remboursés par souscription. Ils emportèrent également une écharpe avec une inscription aux étudiants belges « comme témoignage de solidarité ». A leur retour, on leur offrit un punch à l'hôtel Marignan, 13, rue du Sommerard, le 6 janvier.

\*

\*\*

La vie de l'association E.S.R.I. de Paris se divise en deux périodes bien distinctes, celle que j'appellerai du pluralisme socialiste, 1891-1893, durant laquelle divers courants socialistes cohabitent, celle de l'anarchisme 1894-1903, marquée par la publication de brochures. Nous les examinerons successivement.

Le groupe dirigeant des étudiants socialistes se préoccupa d'abord, nous l'avons vu, de rédiger des statuts. Celui dont le nom n'était pas connu de l'indicateur de police était très vraisemblablement Pierrot, puisque ses archives ont livré un projet de statuts manuscrits — ils le demeurèrent — de la main de Pierrot et daté, 16 décembre 1891. Une révision des statuts fut votée en assemblée générale, le 6 juin 1892 et une commission de sept membres aussitôt nommée. Elle comprenait Bonnet, Breton, Mlle Joffé, Pierrot, Suffren, Schulmeister, Ygouf. Un mois plus tard les statuts révisés étaient adoptés et l'impression décidée. L'imprimerie de Jean Allemane fut chargée du travail et 5.000 exemplaires imprimés pour la somme de 35 francs. Mis à la disposition des membres du groupe en octobre, ils furent distribués aux portes des Ecoles en novembre

1892 (cf. *l'Éclair*, 5 novembre, la *Libre Parole*, 11 novembre). Par ailleurs, une affiche fut placardée en novembre qui, pour l'essentiel, reprenait les termes mêmes des statuts.

Il aurait sans doute été intéressant de comparer les premiers statuts aux seconds mais, en ce qui concerne les premiers, nous sommes réduits au manuscrit Pierrot et nous ne pouvons savoir s'il fut propre à son auteur ou le résultat d'une collaboration. Au surplus, les différences avec le texte révisé et imprimé ne semblent pas essentielles, ce qui conduit à penser que les statuts furent surtout remis en chantier en vue de l'impression et non pour opérer des changements importants. D'ailleurs, à cette date, l'unité des E.S.R.I. était encore sans fissures, apparemment du moins.

Que disent les statuts votés ? Une déclaration préalable en quatre articles précise que le groupe « a pour but l'étude et la propagande » et qu'il « prend pour base de sa déclaration les conclusions du socialisme scientifique, c'est-à-dire la socialisation du sol et des moyens de production » et que, « tout en restant indépendant de toute nuance du parti socialiste, il adopte comme programme minimum les décisions des Congrès ouvriers internationaux ». Dans l'article 4, il est dit que « le groupe se fait représenter à ces Congrès ainsi qu'aux Congrès de sciences économique et sociale ». Une telle déclaration a certainement pour but de faire en sorte que le groupe s'en tienne aux principes socialistes généraux et d'éviter une adhésion à quelque tendance que ce soit. Aucune affirmation antiparlementaire ne constitue, par ailleurs, une marque d'allégeance aux thèses anarchistes. Passons sur l'organisation de la nouvelle association qui ne présente rien de particulier et constatons seulement l'importance accordée à l'étude sous la forme de conférences hebdomadaires (à l'exception de la première semaine de chaque mois réservée à une assemblée générale). Quatre articles précisent la façon dont doivent être organisées ces conférences ordinaires (des conférences extraordinaires, privées ou publiques, peuvent être faites, après vote du groupe, soit par un membre de l'association, soit par une personne étrangère). Les conférences ordinaires ont lieu suivant un programme déterminé à l'avance, élaboré par un comité de lecture composé de cinq membres titulaires et de cinq suppléants choisis par un vote de l'Assemblée générale et renouvelable tous les trois mois. Ledit programme devra indiquer, outre le titre de chaque conférence, les principaux points qu'elle devra traiter. Il sera soumis à l'approbation du groupe. Enfin — article 23 — « trois jours au moins avant le jour de la conférence, le conférencier devra la soumettre au Comité de lecture qui aura le droit de la refuser (sauf recours au Groupe), chaque fois que les points indiqués par le programme seront insuffisamment traités. Toutefois, le conférencier pourra adopter toutes conclusions que bon lui semblera ».

Les projets de ces premiers étudiants socialistes étaient vastes et le groupe comptait bien peu de membres pour les réaliser mais ceux-ci ne manquaient pas de confiance. A un rédacteur de *l'Eclair* qui leur faisait remarquer les difficultés de la tâche, l'un d'eux répondit : « Les disciples de Jésus étaient douze, ils ont refait le monde. — Et il y avait Judas ! »

Ces jeunes gens, ainsi que le rapportera plus tard le docteur Pierrot ou comme le montrent dès l'époque les statuts, étaient « avides de connaître » et ils se mirent aussitôt au travail sous la direction d'Henry Bonnet, de Raymond Suffren et de Georges Diamandy « qui avaient quatre ou cinq ans de plus que les autres et qui avaient déjà étudié les théories socialistes ». Dès la première année, selon le docteur Pierrot dont nous pourrions vérifier la qualité des souvenirs, ils se livrèrent à une « revue rapide » des systèmes socialistes antérieurs et à une « étude longue et précise » du *Capital*.

Dans un groupe aussi préoccupé de culture, la bibliothèque devait jouer un rôle essentiel. En organiser une fut, en effet, un des objectifs poursuivis. En mars 1892, Breton fut désigné comme bibliothécaire-archiviste, remplacé, peu après, par Pierrot (il signa, en cette qualité, le 24 mai, un beau registre donné par Morin qui servit de cahier de correspondance du groupe). Ce cahier de correspondance, comme son nom l'indique, fut un trait d'union entre les membres du groupe. Il servit également de catalogue de bibliothèque. A ce double titre, il présente pour nous un intérêt. Ses utilisateurs étaient garçons sérieux et, si l'on excepte quelques points d'exclamation devant tel ou tel numéro de page du registre, on n'y relève aucune de ces plaisanteries d'étudiants que les adultes jugent d'un goût douteux. Mais ce registre nous apprend aussi quelles furent les lectures de ces jeunes socialistes. A l'origine, la bibliothèque fut constituée par une douzaine de brochures remises par Argyriadès et par Lafargue. Il y en eut finalement 23 qui avaient pour auteurs les deux donateurs mais aussi Deville, Guesde, Stackelberg, etc... Comme périodiques, sont inscrits : *le Drapeau rouge*, éphémère revue — elle n'eut qu'un numéro, 1<sup>er</sup> mars 1892 — fondée par Breton, *l'Art social*, mensuel, fondé le 1<sup>er</sup> novembre 1891 et dirigé par Gabriel de la Salle, *la Question sociale*, *l'Almanach de la question sociale*, *l'Almanach du Parti ouvrier*, *la Revue socialiste*, *la Revue européenne*. Parmi les six livres, enfin, que posséda la bibliothèque, nous relevons avant tout *le Socialisme intégral* de Benoît Malon, *l'Organisation du travail* de Louis Blanc et *le Capital* de Marx. La plupart de ces livres ou périodiques furent sans doute donnés et leur présence n'est donc pas révélatrice. Toutefois, celle du *Capital* résulta bien d'un achat puisque, dans le Cahier de correspondance, il est demandé au bibliothécaire, par A.Z. (Zévaès, très certainement), si *Marx*, traduction Roy, a été acheté, ainsi que

le groupe en avait décidé dans sa dernière assemblée générale du 6 juin [1892], et Pierrot de répondre : « J'achèterai le *Marx* cette semaine. »

Selon un brouillon de lettre sans date, mais qui doit être du début 1894, Pierrot expliquait que la « principale activité » du groupe s'exerçait « en travaux intérieurs, en études en commun, en conférences faites à l'intérieur du groupe », conférences suivies de discussions portant sur le sujet traité et auxquelles pouvaient prendre part toutes les personnes présentes. Ces réunions se tinrent d'abord 13, rue du Sommerard, puis 5, boulevard de Sébastopol, au Café des Omnibus, enfin 89, rue Mouffetard, dans le local de la Bibliothèque Socialiste. Elles groupèrent, en général, une cinquantaine de personnes en 1892. Voici, d'après le Cahier de Procès-Verbaux, les sujets qui furent traités en juillet-août 1892 :

18 juillet : La Femme, par Pierrot.

25 juillet : La plus-value d'après le livre de Leroy-Beaulieu, *l'Economie Sociale*, dont l'achat a été décidé, le 19 mai précédent par Suffren.

1<sup>er</sup> août : Les accidents du travail, par Bonnet.

8 août : L'évolution, par Ygouf.

15 août : L'enfant dans l'industrie, par Pierrot.

22 août : L'accumulation primitive d'après Leroy-Beaulieu, par Pierrot.

29 août : La condition de la femme selon Engels, par Lorcin.

En 1893-1894, une fois par mois, les E.S.R.I. mirent sur pied des conférences avec tout ce que le mouvement socialiste au sens large comptait de personnalités à l'époque : G. Deville, E. Fournière, J. Allemane, P. Brousse, J. Guesde, J. Jaurès, B. Lazare, E. Reclus, E. Vaillant. Ces conférences eurent lieu à l'Hôtel des Sociétés Savantes, 28 rue Serpente, et rassemblèrent 500 personnes environ. Deville parla le premier, le 27 novembre 1893, sur « Socialisme révolutionnaire, Internationalisme ». Guesde et Jaurès, qui étaient venus — et on voit là l'intérêt suscité par ces réunions — prirent place sur l'estrade. Le 18 décembre, Fournière traita de « l'Evolution des formes sociales » et Jaurès parla, le 22 janvier 1894, sur « l'Individu et le collectivisme ». « On se pressait à la porte d'entrée, rapporte l'auteur du rapport de police, et les derniers arrivés ont dû attendre trois quarts d'heure avant de pouvoir avoir accès dans la salle qui était comble ». A 10 heures, la séance était levée « aux applaudissements prolongés de l'assemblée et aux cris de « Vive Jaurès ! Vive le socialisme ! »

Au cours du deuxième semestre de cette année scolaire, 1893-1894, devaient être données des conférences sur le mouvement socialiste à l'étranger mais, dit la lettre sans date de Pierrot que nous avons citée plus haut : « Ces conférences ont dû être inter-

rompues pour des causes indépendantes de notre volonté. » Ces causes sont certainement en étroit rapport avec la scission et un effort parallèle entrepris par les Etudiants Collectivistes.

En dehors de cette activité culturelle, sans doute essentielle, le groupe E.S.R.I., au cours des années 1892-1894, eut pour souci de participer aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai et de l'anniversaire de la Commune de Paris, de pratiquer la solidarité, et de participer ou d'assister aux assises ouvrières internationales. Avant de dire un mot à ce sujet, notons que nous n'avons trouvé nulle trace d'un simple intérêt pour les attentats anarchistes qui couvrent exactement cette période, puisque la première bombe de Ravachol est du 11 mars 1892 et que l'attentat de Caserio eut lieu le 24 juin 1894. Quant à l'action anticléricale — le groupe s'était constitué en réaction contre l'Association Générale mais aussi contre le Cercle catholique — on signalera seulement l'intervention de quelques E.S.R.I. de tendances blanquistes dont J.-L. Breton, lors des conférences de Carême du Père Le Moigne de la Compagnie de Jésus qui, en mars 1892, à l'église Saint-Merri, traita de problèmes sociaux et attaqua la Révolution française. Il y eut bagarre, chant de la Carmagnole et l'étudiant en pharmacie Perriot « aurait rejeté dans tous les bénitiers un sulfure extraordinairement nauséabond » (rapport de police du 5 avril 1892).

En ce qui concerne la manifestation du Premier Mai, le groupe E.S.R.I. y participa en déléguant un de ses membres à la Commission d'organisation. Quant à la commémoration de la Semaine Sanglante, elle se faisait par délégations qui se rendaient au Père-Lachaise et au cimetière Montparnasse, Breton étant responsable de la première et Pierrot de la seconde en 1892, le discours prononcé au Père-Lachaise ayant été préalablement discuté par le groupe après élaboration par un comité de trois membres.

Les E.S.R.I. pratiquèrent également la solidarité. A l'égard des grévistes de Carmaux lors de la grande grève d'août-novembre 1892 (cf. *Mouvement Social*, avril-juin 1963, étude de Rolande Trempé), les étudiants votèrent l'envoi d'une somme de 25 francs sur proposition de Zimmer (assemblée du 31 octobre) « après une vive discussion », discussion qui ne porta sans doute que sur les modalités du versement, car le procès-verbal précise que la somme sera prélevée sur la caisse du groupe, mais qu'« une souscription sera ouverte parmi les membres du groupe pour couvrir la dépense ».

Solidarité nationale mais aussi solidarité internationale et, le 7 novembre 1892, sur proposition de Pierrot, une adresse est votée par 30 voix (unanimité) aux socialistes allemands réunis en congrès à Berlin, adresse présentée sous la forme suivante par l'étudiant Ameline : « Le groupe des Etudiants [...], tenant à faire acte d'internationalisme, profite du congrès de Berlin pour en-

voyer aux socialistes allemands l'expression de leur profonde sympathie. » Quelques mois plus tard, en janvier 1893, une réunion qui groupa 200 à 300 personnes et où parlèrent notamment Guesde, Vaillant, Allemane, fut organisée sur l'initiative des E.S.R.I. pour protester contre l'arrestation et l'expulsion de cinq étudiants polonais.

Les E.S.R.I. participèrent enfin aux congrès internationaux. A celui tenu par les étudiants à Bruxelles en décembre 1891, nous l'avons vu, peu de temps après la fondation même des E.S.R.I. Breton et Bonnet y assistèrent. Zévaès, qui devait les accompagner, dut finalement rester à Paris, n'ayant pu trouver un journal qui acceptât de l'envoyer et acquittât les frais du voyage. Un punch fut offert aux délégués à leur retour le 6 janvier. Vaillant, qui y assistait, fit l'historique du mouvement étudiant depuis l'Empire. Un autre congrès international des étudiants eut lieu à Genève en décembre 1893 et Bonnet y fut délégué (1). Enfin le groupe fut représenté au congrès international tenu à Zürich en août 1893 par Arndt, Bonnet et Léon Rémy. Tous les trois étaient en outre délégués par le Comité Révolutionnaire Central et les deux derniers représentaient également l'Union socialiste révolutionnaire du 6<sup>e</sup> arrondissement, mais les comptes rendus du congrès (Musée Social, 4877/2) ne nous donnent malheureusement aucune indication sur leurs interventions, si toutefois, ils intervinrent. Au cours de ce congrès, les anarchistes et les socialistes indépendants furent expulsés et tinrent conférence à part mais, à ce sujet encore, nous ignorons quelle fut l'attitude des trois délégués étudiants.

Etant donné la division du mouvement socialiste français à cette époque, les relations des E.S.R.I. avec les partis de gauche furent difficiles et nous en trouvons écho ici ou là. Ainsi, lors de l'anniversaire de la Commune, deux banquets sont organisés le 19 mars 1892, l'un par le Comité révolutionnaire central, le second par le Parti ouvrier. L'assemblée générale des E.S.R.I. tenue le 3 mars décide l'envoi d'une lettre d'adhésion amicale aux deux organisations « pour ne pas être soupçonnés de faire partie d'une fraction quelconque » (rapport de police, Arch. P.Po. B a/1527).

En 1893, les E.S.R.I. voulurent tenir un congrès, et une commission de cinq membres fut désignée dont Bonnet fut le secrétaire. Le congrès était prévu pour la première quinzaine de juin, et un tract, imprimé chez J. Allemane, fut même tiré et distribué qui précisait les buts poursuivis par les E.S.R.I. et l'ordre du jour du congrès. Ce tract débutait par une profession de foi socialiste reposant sur la constatation de « l'inéluctable nécessité d'une transformation sociale, devant la concentration toujours grandissante

(1) Lorcin également, d'après Zévaès, *Ombres et silhouettes*, Paris, 1928. Les étudiants collectivistes avaient délégué Mélià, Thiercelin et Zévaès. Le Roumain Diamandy représentait l'*Ere Nouvelle*.

des capitaux dont la conséquence est la reconstitution d'une féodalité menaçante et l'accroissement corrélatif d'un prolétariat de plus en plus misérable » et de la nécessité non moins inéluctable d'une « lutte internationale du prolétariat qui, lui, n'a point de patrie, contre la coalition cosmopolite des bourgeois, dont le chauvinisme n'est qu'un hypocrite moyen d'exploitation ».

Après ces affirmations de facture marxiste, le manifeste s'efforçait de définir le rôle propre dévolu aux étudiants révolutionnaires « dans cet assaut donné à la vieille société » et qui était d'« arracher à la bourgeoisie la science, cet imposant privilège, qui reste entre ses mains, comme le fusil du soldat, un instrument d'exploitation et de règne, un moyen de perpétuer, par sa dictature intellectuelle, sa dictature de classe ». Puis, comme pour se libérer d'une tare congénitale, les étudiants affirmaient : « Nous payerons ainsi une bien petite part de la dette que nous avons contractée envers les travailleurs, nous qui leur devons le peu que nous sommes, et qui ne serions rien si nous n'avions usé le produit de leur travail que notre classe leur a volé. »

Après avoir formulé la revendication « primordiale » de l'instruction « intégrale et gratuite de tous », le manifeste demandait la création de « chaires libres » à côté des chaires officielles pour remédier « à l'insuffisance de l'enseignement des maîtres patentés ». L'appel final invitait à « précipiter la Révolution vengeresse » destinée à délivrer l'humanité « du patriotisme et de la superstition », à remettre « à leur place la femme et le prolétaire » et donner enfin « l'égalité entière aux individus affranchis ». Le mot d'ordre qui servait en somme de signature au texte était le suivant : « Vive la Révolution sociale internationale ! »

Si l'on fait abstraction d'une phraséologie d'époque, d'une part, de l'expression quelque peu outrée pour être sincère d'une mauvaise conscience intellectuelle qui est aussi d'époque, nous trouvons néanmoins, dans l'affirmation de la volonté de remettre à leur place la femme et le prolétaire, ce qui fera l'essentiel de l'action des E.S.R.I. au cours de leur existence.

La préparation du congrès fut poussée, puisqu'un ordre du jour avait été élaboré qui, après une introduction sur le « rôle social de l'étudiant », comportait deux questions : réformes de l'enseignement avec admission prévue de la femme à tous les grades et à toutes les fonctions et fédération des étudiants socialistes de France avec participation envisagée aux congrès internationaux étudiants et ouvriers.

Interviewé par un journaliste de *Germinal* (cf. journal du 10 mai 1893), Bonnet expliquait ce qu'avait été jusqu'alors l'activité des E.S.R.I. : « Depuis un an, nous nous sommes instruits, entre nous, par des conférences hebdomadaires. Il faut, pour la propagande, des hommes formés au contact des problèmes de sociologie

et de socialisme, habitués à la parole. Nous avons tâché d'acquérir, dans la mesure du possible, ces qualités, de nous armer pour la lutte. Aujourd'hui, nous allons agir. »

Dans une autre interview, à un journaliste des *Débats* (cf. journal du 9 mai 1893), Bonnet refusait d'admettre qu'il y eût scission en cours : « On a prétendu, disait-il, qu'il y avait scission entre nos adhérents : les uns blanquistes, les autres guesdistes. C'est une erreur. Nous sommes tous des révolutionnaires, mais la vérité est que certains font de la politique active, en dehors de nous, avec les blanquistes et les guesdistes. » En réalité, il y avait bien cassure au sein de l'association et ce fut sans doute la raison de la non-tenue du congrès.

\*

\*\*

Avant d'aborder la seconde vie des E.S.R.I., nous allons apporter quelques précisions sur le groupe, sa composition et sa vie. Notons tout d'abord que les E.S.R.I. de Paris furent les E.S.R.I. tout court, puisque aucun groupe de province ne vint se fédérer avec le groupe parisien qui comptait, nous l'avons vu, 25 adhésions fin décembre 1891. Il en eut 66 en fin d'année scolaire dont 4 femmes ou jeunes filles, russes et sans doute juives. Sur ces 66 adhérents, 37 étaient français, 11 roumains et 11 russes. La répartition par Facultés se présentait comme suit : 23 pour la Médecine, 8 pour le Droit, 6 pour les Lettres et 6 pour les Sciences. Les proportions observées, après les premières adhésions fin décembre 1891, se trouvaient maintenues dans tous les domaines.

La seconde année, année scolaire 1892-1893, il n'y eut que 43 adhésions, parmi lesquelles 26 provenaient d'adhérents anciens. En ce qui concerne les 40 étudiants qui n'avaient pas renouvelé leur adhésion, deux étaient morts (Commaille et Ferrand), cinq étaient partis accomplir leur service militaire, cinq avaient démissionné, un était parti en Angleterre (il s'agit d'Arndt), 18 n'avaient pas repris leur carte pour des raisons que nous ignorons, et on ne sait pas davantage l'attitude adoptée par les neuf Roumains du groupe Diamandy. Sur ces 43 adhérents, 28 étaient français, 7 russes et 4 polonais. La répartition par Facultés était la suivante : 14 en Médecine, 6 en Sciences, 5 en Lettres et le même nombre en Droit. Enfin, sur ces 43 adhérents, on comptait 6 jeunes filles ou femmes dont les 4 Russes de l'année précédente, les deux autres étant une Polonaise et une Italienne. On ne notait la présence d'aucune Française.

La situation financière, durant ces deux premières années, fut satisfaisante et, à la veille des grandes vacances scolaires 1892, il y avait 133,65 F. en caisse. A la même époque, l'année suivante, le déficit n'était que de un franc (il se transformera, d'ailleurs, en

excédent de un franc à la rentrée des vacances). Les dépenses correspondent à l'activité déployée par le groupe : avant tout, location de salles, impression d'affiches, d'un manifeste et de statuts, achat de quelques livres, frais de secrétariat.

Sur le plan administratif, il est difficile de préciser quels furent les titulaires des différents postes : secrétaire pour le groupe, secrétaire national, secrétaire pour l'étranger, trésorier, bibliothécaire, membres du comité de lecture, etc... Il semble bien qu'ils aient souvent changé. Et les listes trouvées dans les archives ne concordent pas toujours. Contentons-nous de dire que Zévaès qui fut secrétaire national (il appartient au P.O.F. dès les premiers mois de 1892), Suffren qui occupa également ce poste, Thivrier, Bonnet et Attal qui furent secrétaires du groupe, (de même que Pierrot et, plus tard, Rémy), Diamandy et Bonnet secrétaires pour l'étranger, Dardelin et Legendre qui furent trésoriers, Breton puis Zimmer, bibliothécaires-archivistes constituèrent l'élément dirigeant de l'association.

Qui étaient-ils ? Que devinrent-ils ? La réponse n'est pas facile et je livre ici les quelques éléments que je possède, moins pour en tirer des conclusions que pour permettre à d'autres de le faire un jour, nos connaissances ayant été enrichies grâce à de nouvelles recherches.

Aucun de ces étudiants n'était d'origine ouvrière. Certains possédaient de la fortune, Breton ou Diamandy par exemple, d'autres, comme Pierrot, n'étaient pas riches. Sauf en ce qui concerne Léon Thivrier, un des fils du « député en blouse », nous ignorons ce qui les avait amenés au socialisme.

Ce qu'ils devinrent ? Selon Zévaès (cf. *Ombres et silhouettes*, Paris, 1928), le Roumain Diamandy, fondateur et directeur de *l'Ere Nouvelle*, juillet 1893-novembre 1894, retourna dans son pays. Il fut, « par la suite, l'un des lecteurs de la reine de Roumanie et a laissé le collectivisme dans l'antichambre ». Quant aux Français, les uns firent une carrière politique comme Zévaès, en partie du moins, Thivrier, conseiller général et député socialiste de 1902 à 1919 (il mourut fin 1920), ou encore Breton qui épousa la sœur de Léon Rémy. Première victime des lois scélérates, Breton fut condamné à deux ans de prison et 1.000 F. d'amende, pour avoir écrit dans le *Parti Socialiste*, 28 janvier-3 février 1894, que Carnot risquait une bombe s'il laissait exécuter Vaillant. Libéré en 1895, il fut député, sénateur, ministre... D'autres exercèrent un métier, avec brio parfois. Mouchotte fut accoucheur, Pierrot, médecin, soigna les compagnons sa vie durant. Il avait terminé ses études en fin d'année scolaire 1892. En décembre, il était militaire à Falaise, ce qui ne l'empêcha pas d'ailleurs de présider une réunion E.S.R.I., sans uniforme il est vrai, le 26 décembre. Le 23 juillet 1896, il se maria à une Polonaise, étudiante

en médecine qui fréquentait les réunions E.S.R.I., sans adhérer formellement au groupe. Ils étaient pauvres et leurs débuts furent difficiles.

Certains moururent jeunes. J'ai déjà cité deux noms parmi ceux des 25 premiers adhérents. Mais il y eut également Bonnet qui dirigea la bibliothèque socialiste de la maison Giard et Brière puis fut victime de la tuberculose. De même le Breton Ygouf. Le destin de quelques-uns fut tragique. Léon Rémy, blanquiste puis anarchiste, se suicida en 1910. Il professait, comme Chapoutot et Marie Goldsmith — ils adhérèrent respectivement au groupe en mai et juin 1892 —, qu'à quarante ans l'individu avait donné le meilleur de lui-même et n'avait plus qu'à disparaître. Germaniste, un des premiers traducteurs de Marx, Rémy collaborait alors à *l'Humanité* et à la *Revue Socialiste* que dirigeaient Fournière et Albert Thomas, et ce dernier lui rendit hommage dans la revue du 15 janvier 1911.

Chapoutot et Marie Goldsmith, dont le rôle fut important dans la seconde phase de la vie des E.S.R.I., se suicidèrent également : Chapoutot, qui était avocat, vers 1912, après un mariage malheureux avec Edmée Delebecque. Quant à Maria Isidorovna Goldsmith, elle se suicida, elle aussi, mais beaucoup plus tard, le 11 janvier 1933, après la mort de sa mère survenue dans la nuit du 8 au 9 janvier. Docteur es-sciences, elle avait été secrétaire d'Yves Delage avec qui elle écrivit plusieurs ouvrages. De 1902 à 1919, elle fut secrétaire de *l'Année biologique* mais, non naturalisée, elle ne put prétendre à une situation officielle. Sous les pseudonymes de Maria Corn et Isidine, elle collabora aux *Temps Nouveaux* avant 1914. Amie de Kropotkine, elle eut une réelle influence dans les milieux libertaires et un de ses articles politiques, écrit vers 1930, publié en russe dans *Dielo Truda* en janvier-avril 1953, a paru en français dans *Noir et Rouge* d'octobre-novembre 1963.



Quinze mois après la fondation des E.S.R.I., une création et une scission venaient en compromettre définitivement le développement, du moins sous la forme première.

La création était celle, en avril 1893, de la Ligue démocratique des Ecoles, création annoncée par de nombreux journaux de l'époque : *l'Eclair*, 11 avril, la *Lanterne*, 12 avril, et aussi *l'Echo de Paris*, la *Petite République*, le *Figaro*, *l'Événement*, etc... Parmi les fondateurs, Albert et Edgard Milhaud. Un de ses présidents sera De Monzie. La Ligue avait pour but « la défense et le progrès de la République » (article 1<sup>er</sup> des statuts) et parmi ses centres d'intérêt, la laïcité et la gratuité de l'enseignement (article 2). Elle devait se tenir à l'écart des luttes électorales et politiques des

partis (article 6) mais pour d'autres raisons évidemment que les anarchistes. Au bout d'un an, elle comptait, à Paris et en province, environ 200 adhérents et, six ans plus tard, 150 membres seulement après avoir périclité dans les années intermédiaires, 1896 et surtout 1898. Dès leur fondation, les E.S.R.I. avaient effrayé certains éléments par leur vocabulaire révolutionnaire. « Pour entrer dans ce groupe, disait Fournière dans une conférence le 23 janvier 1892, il fallait croire à l'Évangile marxiste ». Ce sont ces éléments qui constituèrent la Ligue.

Une scission guesdiste, en mai 1893, devait achever de ruiner tout espoir de développement des E.S.R.I., scission « pas plus à l'amiable que celles que nous avons connues depuis » écrira plus tard Monatte (*Révolution Prolétarienne*, mars 1953). Elle fut avant tout le fait de Zévaès et de Thiercelin qui fondèrent aussitôt le Groupe des Etudiants Collectivistes adhérant à l'Agglomération parisienne du Parti Ouvrier (1). Leur propagande reprit celle amorcée par les E.S.R.I. : organisation notamment de conférences publiques avec participation de leaders du mouvement socialiste français et international : Sembat, Deville, Jaurès, Millerand et aussi Vandervelde, Costa, Ferri, Kovalewsky, etc...

La Ligue démocratique des Ecoles, simplement républicaine à ses débuts, évolua rapidement (dès 1894 ?) vers un certain socialisme. Les Etudiants collectivistes, les E.S.R.I. qui, au début du moins, avaient conservé, outre les anarchistes, leurs éléments blanquistes et allemanistes, et même un groupe d'Etudiants socialistes indépendants tentèrent en premier lieu de s'absorber mutuellement et les collectivistes notamment essayèrent à plusieurs reprises, semble-t-il, d'influencer la Ligue. Des rapprochements s'esquissèrent également pour créer une Fédération socialiste du Quartier latin. Un brouillon de lettre de Pierrot, sans date, mais qui est très vraisemblablement de mai 1894 et adressé, semble-t-il, au groupe des Etudiants Collectivistes, indique :

« Après quelques pourparlers avec nos camarades Bernard, Thiercelin, etc., nous avons cru qu'il serait utile de réunir toutes les forces socialistes du Quartier latin en un seul faisceau, sans se laisser arrêter par des questions de personnalité. Il se trouve que ces vues sont partagées par l'ensemble de nos camarades socialistes. Je vous invite donc à venir le mercredi 23 mai à 8 h. 30 du soir au caveau du Café de la Fontaine, 17, rue de Médicis (sur la place) afin de nous entendre sur la conduite à tenir dans l'avenir, et de

---

(1) Dans *La Jeunesse Socialiste*, n° 1, janvier 1895, revue mensuelle publiée par le groupe des Etudiants Socialistes de Toulouse, un article de Paul Dramas intitulé « Le Socialisme et les Etudiants » traite de cette scission. Des groupes d'étudiants socialistes existaient à cette époque dans plusieurs villes universitaires. Leur histoire reste à faire, nous n'exposons ici que celle des E.S.R.I.

voir si nous pouvons former ensemble un seul groupe (indépendant de toute nuance du parti socialiste) pour *L'ETUDE* et la *propagande* parmi les étudiants : ce qui reviendrait à adopter les statuts du groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris (dont quelques-une d'entre vous font partie), en les révisant toutefois si cela paraissait nécessaire. Il est bien entendu que l'adhésion, soit individuelle, soit collective des étudiants collectivistes au groupe des étudiants internationalistes (qui eux sont indépendants) n'engagerait en rien les étudiants collectivistes en tant que membres du Parti ouvrier, et les laisserait libres d'agir comme groupe distinct au point de vue de l'action politique en général et de la tactique particulière du Parti auquel ils appartiennent.

« Je me suis assuré en même temps du concours des membres socialistes de la Ligue démocratique des écoles et des étudiants socialistes indépendants.

« La séance de mercredi débutera...

« Signé : Marc Pierrot  
étudiant en médecine,  
secrétaire de groupe des E.S.R.I. de Paris. »

Nul besoin de se livrer sur ce texte à un travail d'exégèse pour comprendre les difficultés d'une fédération ainsi présentée. Un an plus tard, en novembre 1895, un essai de rapprochement fut tenté entre E.S.R.I. et Etudiants Collectivistes exclusivement. Une affiche annonçant une réunion publique sous les auspices des deux organisations fut même imprimée. Elle annonçait pour le 27 novembre, une causerie d'Allemane sur « La conquête des pouvoirs publics. La grève générale ». L'entente ne se fit sans doute pas et on le comprend, puisque la question de la grève générale était la pomme de discorde entre guesdistes et anarchistes. D'autres essais de rapprochement furent tentés au cours des années suivantes. Ils n'aboutirent pas davantage, et les E.S.R.I. demeurèrent organisation autonome, mais cette organisation périclita, du moins sous la forme qui avait été la sienne en 1892-1893. Le cahier de procès-verbaux cesse d'être tenu à partir du 6 mars 1893, le carnet à souches ne porte plus de versement de cotisations après janvier 1894.

Dans la mesure où l'on peut connaître le nombre d'adhérents durant l'année scolaire 1893-1894, il y en eut 14 dont 10 Français, 3 Russes, 1 Roumain ; huit étudiants appartenaient à la Faculté de Médecine, trois à la Faculté des Sciences, deux à celles des Lettres et deux à celle de Droit (un de ces 14 étudiants faisait à la fois droit et médecine). Ajoutons encore qu'il y avait deux jeunes filles

et que, sur les 14 étudiants ou étudiantes, quatre (Diamandy, Oguse, Pierrot, Ygouf) étaient des adhérents appartenant au noyau de décembre 1891 et que quatre autres avaient adhéré au cours de la première année (Mlle Cheinsziss, Mlle Goldsmith, Lorcin, Neuville).

Le groupe fut bientôt réduit à un petit nombre d'éléments dont les plus assidus furent Léon Rémy, Marc Pierrot, Marie Goldsmith, aux convictions anarchistes bien établies. Quelques réunions furent encore tenues en 1895 avec Allemane et Victor Barrucand, le propagandiste du pain gratuit. En novembre 1896, on renonça aux statuts et, début 1897, le groupe fit imprimer une déclaration dont le caractère anarchiste est clair. Le groupe, était-il affirmé, ne s'est pas fait représenter au Congrès socialiste international de Londres (1896) et « a motivé son abstention en protestant contre l'exclusion systématique des socialistes anarchistes ». Le groupe « n'adhère à aucun parti » (notons qu'il n'y avait pas alors de « parti » ni même de fédération anarchiste), « il n'a pas de statuts, ses tendances sont indiquées par les brochures qu'il publie régulièrement ». Le socialisme, ou communisme, des membres du groupe est ainsi précisé : « C'est la *communauté des biens, l'individualité des personnes* » et il est ajouté : « Les membres du groupe ne s'intéressent à aucune espèce de socialisme d'Etat, qu'il soit démocratique ou conservateur ». Il est précisé encore que les E.S.R.I. s'inquiètent « de la *propagande efficace plus que du succès politique* » et que « le groupe ne se mêle pas d'élections ».

A cette époque — *le Temps* dit, 5 décembre 1896 —, le groupe ne se compose plus « que de quelques rêveurs studieux, silencieux et méditatifs ». La formule comporte une part de vérité mais, s'il est exact que les derniers E.S.R.I. furent des studieux et des silencieux, nous croyons que leur action, pour non bruyante qu'elle ait été, n'en fut pas moins en liaison étroite avec le monde agissant des syndicats. Et nous arrivons là au problème des brochures, à cette activité essentielle des E.S.R.I. deuxième manière, activité qui se poursuivit durant huit années au moins, de 1894 à 1901, qui eut, croyons-nous, une influence sur l'élaboration et surtout la diffusion du syndicalisme révolutionnaire.

Des brochures, le petit groupe E.S.R.I. restant n'en publia pas moins de 21 de 1894 à 1901 : 14 brochures proprement dites et 7 rapports élaborés à l'occasion du Congrès ouvrier de 1900. Les brochures ont de 16 à 46 pages, exception faite d'un petit livre de 174 pages intitulé *Comment l'Etat enseigne la morale* dont un étudiant, Crémieux, finança l'édition. Quant aux sept rapports, ils ont de 8 à 32 pages. Ils parurent en supplément dans les *Temps Nouveaux* puis en brochures en 1900-1901. Ils devaient être présentés au Congrès ouvrier révolutionnaire international à Paris, en septembre 1900, réplique au Congrès international socialiste,

mais le Congrès ouvrier fut interdit. Il est difficile de trouver une collection complète de ces brochures et rapports (1).

Les sujets traités dans ces écrits sont de trois types. On y étudie le socialisme et l'anarchisme comme dans *Le socialisme et les étudiants*, 1894, *Pourquoi nous sommes internationalistes*, 1895, avec références, dans ces deux brochures, au *Manifeste Communiste*, à Marx et à Engels. Par la suite, il n'en est plus de même et la facture anarchiste s'affirme. En témoignent notamment les rapports élaborés en vue du congrès de 1900 comme *le Tolstoïsme et l'anarchisme*, *le Coopératisme et le Néo coopératisme*. Quatre publications signées par Lavroff, Bakounine et Cafiero sont d'un type un peu différent, ce sont des rééditions et il est bien spécifié que ces brochures, « ouvrages intéressants qui restent inconnus en France, parce qu'ils ont été édités en langue étrangère ou ne se trouvent plus en librairie » ne figurent dans la collection qu'à côté des brochures du groupe « qui expriment exactement l'opinion de ses membres ». Une troisième série de travaux concernent le mouvement ouvrier proprement dit : *les Révolutionnaires au Congrès de Londres*, 1896, *Réformes ou Révolution*, 1896, *les Anarchistes et les Syndicats*, 1898, *la Grève générale*, 1901. Nous en reparlerons.

Nous avons dit qu'à l'exception des rééditions ces brochures étaient anonymes. Elles sont en effet d'élaboration collective. La chose nous est affirmée par le docteur Pierrot dans ses souvenirs (cf. *Plus Loin*, numéro cité) : « Elles étaient l'œuvre d'une commission et discutées chapitre par chapitre au cours des séances publiques. Cette commission comprenait de 6 à 12 membres. Leur collaboration fut tellement enchevêtrée dans certaines brochures qu'il me serait impossible de dire aujourd'hui quelle fut la part de chacun. » Et le docteur Pierrot ajoutait : « La vie du groupe se réduisait peu à peu à l'activité de la commission, dont les membres, sauf un noyau permanent, ne furent pas toujours exactement les mêmes. » Les rapports de police confirment ces souvenirs et il nous est dit, par exemple, que, le 26 février 1895, Chapoutot, Lorcin, Jacoulet, Pierrot, Métin et Reille s'étant chargés de la rédaction d'une brochure sur l'internationalisme, « chacun a apporté son travail et l'a lu » (il s'agit de la brochure qui a pour titre : *Pourquoi nous sommes internationalistes*). Enfin, les brouillons des brochures conservés par Pierrot attestent également le caractère collectif de l'élaboration.

Avant de parler des brochures qui traitent du syndicalisme plus particulièrement, il n'est pas inutile de souligner deux positions originales du groupe E.S.R.I. La première est un essai, pour remédier à l'état d'inorganisation qui est celui du mouvement

(1) Voir, à ce sujet, mon *Histoire du Mouvement anarchiste...*, Paris, 1951, 1<sup>re</sup> édition, pp. 617-619.

anarchiste de l'époque. Et les auteurs de ce rapport, le septième, traitent de la « nécessité d'établir une entente durable entre les groupes anarchistes ». Cette entente devait se traduire par la constitution de « bureaux de correspondance ». Dans l'immédiat, pour remédier à « l'isolement dans lequel se cantonnent les quelques groupes [anarchistes] qui tiennent encore et continuent leur action propagandiste », le groupe E.S.R.I. établit un *Bulletin* de ses travaux, n° 1, environ juin 1899, avec l'espoir que son exemple sera suivi. Ni le *Bulletin* E.S.R.I. ne fut continué, ni d'autres Bulletins ne virent le jour, et la Fédération communiste libertaire internationale envisagée demeura à l'état de projet. L'idée ne fut reprise que quelque dix ans plus tard.

Dans un autre domaine, les E.S.R.I. se montrèrent en avance sur leur temps. Dans un rapport sur *les Communistes anarchistes et la femme*, sans citer le nom de Proudhon dont ils étaient, pourtant, dans une certaine mesure, les disciples, ils affirmèrent que c'était une idée réactionnaire de considérer l'homme comme le pivot de tout le groupe familial, la femme étant rendue ainsi « un être domestiquement esclave ». S'adressant plus particulièrement à certains compagnons, les étudiants estimaient qu'il était préférable de parler un peu moins d'amour libre et de veiller à ce que la femme ne demeure pas un être inférieur. Position en pointe dans le mouvement ouvrier puisque le Congrès de Rennes, 1898, IV<sup>e</sup> de la C.G.T., affirmait à l'unanimité : « L'homme doit nourrir la femme » — ce qui provoquait, d'ailleurs, une réplique de Guesde dans le *Socialiste*. Il faudra attendre 1935 pour qu'un congrès syndical affirme que « le travail salarié constitue pour la femme, comme pour l'homme, le moyen le plus sûr de son affranchissement matériel et moral » (XXIII<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.).

## II. — SOCIALISME E.S.R.I. ET SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

C'est un truisme de dire que le syndicalisme révolutionnaire est un aspect original du syndicalisme français qu'il a fortement marqué. Mais son histoire reste à faire. Jacques Julliard, sous la direction de M. Labrousse, est à la tâche. En regard de ce travail, mon propos, est-il besoin de le dire, est modeste et se borne à cette question : compte tenu de la nature de ce milieu étudiant réduit aux seuls éléments anarchistes, des dates entre lesquelles il exerça son action, des textes qu'il publia, quel rôle joua-t-il dans l'élaboration et la diffusion des idées syndicalistes révolutionnaires ?

Mais, tout d'abord, qu'est-ce que le syndicalisme révolutionnaire ? On peut dire que la Charte d'Amiens l'exprime, que la Charte d'Amiens le définit. Un historien du mouvement ouvrier qui fut syndicaliste révolutionnaire et, peut-on dire, de l'époque, puisqu'il

participa à l'action avant la première guerre mondiale, Alfred Rosmer, a dégagé comme suit l'essence de ce texte : « L'œuvre de revendication quotidienne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare parallèlement l'émancipation intégrale de la classe ouvrière. Sa tactique, c'est l'action directe (c'est-à-dire non parlementaire) couronnée par la grève générale. Dans l'avenir (après la révolution), le syndicat sera le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale. Le syndicalisme se proclame étranger à tous les partis politiques et sectes philosophiques (ce qui signifie : contre eux, contre le Parti socialiste et contre les anarchistes) » (*Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, tome I, pp. 21-22).

Cette doctrine syndicaliste révolutionnaire, qui l'élabora ?

Chacun sait que certains voulurent voir en Georges Sorel le penseur syndicaliste révolutionnaire. Sans doute, comme l'a écrit Georges Lefranc, « nul n'a mieux exprimé que lui la philosophie profonde du syndicalisme révolutionnaire », mais G. Lefranc ajoute aussitôt qu'il le fit « au moment précis où l'élan révolutionnaire allait commencer à faiblir » et qu'il fut d'ailleurs considéré avec quelque méfiance par « les leaders de la Confédération Générale du Travail ». Quoi qu'il en soit et même si, comme G. Lefranc l'indique encore, « il n'en a pas moins exercé une profonde influence sur quelques militants », ce ne fut qu'assez tard, à partir de 1898 (1).

J'ai soutenu que les anarchistes avaient joué, dans la formation du syndicalisme révolutionnaire, un rôle de premier plan, sans pour autant méconnaître l'action d'autres courants du mouvement ouvrier à cette époque et notamment des allemanistes, appelés d'ailleurs plaisamment les allemanarchistes (« il n'y avait guère [vers 1896] entre les uns et les autres, qu'une différence d'étiquettes », écrivait, dix ans plus tard, le docteur Pierrot (cf. les *Temps Nouveaux*, 13 avril 1907) et, un rédacteur de la *Revue Bleue* du 8 août 1896, disait de même que le parti allemaniste était la « pépinière de l'anarchie »).

Selon les militants syndicalistes, qu'il s'agisse de Pouget, de Griffuelhes ou de Monatte, le syndicalisme révolutionnaire ne vient pas d'un homme et pas davantage des militants d'un seul mouvement. Il est le résultat d'une longue pratique et il fut créé par les événements plus que par les hommes.

Après étude du mouvement étudiant socialiste et considérant

(1) Il est à noter toutefois que, sur les intellectuels, l'influence de G. Sorel agit plus tôt. Lors d'une interview de Bonnet, secrétaire du groupe E.S.R.I. en 1893, une étudiante qui se trouvait à ses côtés, présenta la *Revue Philosophique* aux journalistes des *Débats* pour montrer « un passage d'un article de M. Sorel sur la fatalité de la révolution par la force. Notre meilleure revue ! nous disent-ils tous les deux avec conviction. » *Les Débats*, 9 mai 1893.

sa phase anarchiste, soit de 1894 à 1900-1902, je rappelle la question posée : ne convient-il pas de voir, dans l'action E.S.R.I. une des ligues de force dont la résultante sera le syndicalisme révolutionnaire tel qu'il se définit en 1906. Trois raisons permettent, me semble-t-il, de répondre affirmativement.

La chronologie, d'abord. Quelles sont, en effet, les étapes de l'élaboration en France de la doctrine syndicaliste révolutionnaire postérieurement à la Commune ? On peut en distinguer trois. La première est celle des balbutiements. C'est la période 1888-1892, lorsque, côté anarchiste, Tortelier s'en va développant sa théorie de la grève générale, lorsque Kropotkine préconise, dans *la Révolte*, « des unions monstres englobant les millions de prolétaires » (octobre 1890) et qu'il reconnaît, en mars 1891, qu'un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs ». Alors surgit, fortuitement, je crois l'avoir montré dans ma thèse, la période des attentats qui compromet, momentanément, l'action des anarchistes dans les syndicats. Mais l'idée, mise en veilleuse mûrit et la période 1894-1897 constitue la deuxième étape. Répondant aux appels de Pouget dans le *Père Peinard* londonien puis dans la *Sociale*, de Fernand Pelloutier dans les *Temps Nouveaux*, de Fernand Pelloutier qui est devenu en 1894-1895, secrétaire-adjoint puis secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, de Fernand Pelloutier qui, dans son rapport de 1896 au 5<sup>e</sup> congrès de la Fédération des Bourses du Travail édité en brochure sous le titre *L'organisation corporative et l'anarchie*, déclarait : « entre l'union corporative qui se forme et la société communiste et libertaire, il y a concordance », répondant à ces appels, les anarchistes militent dans les syndicats.

Troisième étape, étape de dix ans, 1896-1906, au cours de laquelle la C.G.T. syndicaliste révolutionnaire s'affirme comme Parti ouvrier, comme le Parti ouvrier, au cours de laquelle aussi les anarchistes Delesalle et Pouget accèdent, le premier, en 1897, au secrétariat adjoint de la Fédération des Bourses du Travail, le second, en 1900, au secrétariat adjoint de la C.G.T.

Chronologie, ai-je affirmé. Et, en effet, c'est de 1896 à 1898 que les E.S.R.I. écrivent leurs brochures : *Réformes ou Révolution, les Révolutionnaires au Congrès de Londres - Conférences anarchistes, les Anarchistes et les syndicats*, dans lesquelles, nous le verrons, les idées-forces du syndicalisme révolutionnaire sont développées.

La seconde raison qui permet d'affirmer que les E.S.R.I. ont été pour quelque chose dans la maturation du syndicalisme révolutionnaire réside dans le fait que leurs brochures sont œuvre collective, œuvre d'un groupe et d'un groupe composé d'intellectuels et d'ouvriers fortement engagés dans l'action syndicale et à des postes de direction. Œuvre collective — j'en ai apporté la preuve — de jeunes libertaires, le groupe ayant viré à l'anarchisme

sous l'influence de Métin et de Rémy et aussi de Marie Goldsmith, cette dernière jouant un rôle de plus en plus grand à partir de la septième brochure, dira le docteur Pierrot dans ses souvenirs déjà évoqués, donc à partir de 1897. Œuvre mi-intellectuelle, mi-ouvrière, plus exactement peut-être, mi-étudiante, mi-syndicale, et le docteur Pierrot a précisé : « L'étude du mouvement ouvrier avait détourné le groupe, à partir de 1896, de la jeunesse des Ecoles. Il appelait les travailleurs à ses discussions, et c'est ainsi que Delesalle et d'autres nous apportèrent leur collaboration. » Delesalle qui était connu du groupe E.S.R.I. dès 1892 précise par ailleurs le docteur Pierrot et qui se syndiqua pour la première fois le 7 janvier 1893. Cette collaboration étudiants-syndiqués, les uns et les autres anarchistes, est ailleurs confirmée. P. Monatte qui fut le dernier secrétaire des E.S.R.I. vers 1903 a écrit dans la *Révolution Proletarienne* à propos de la fondation de la *Vie Ouvrière* (cf. n° 142, octobre 1959), en parlant de Rosmer et d'Amédée Dunois : « On s'était connu quelques années avant au groupe des E.S.R.I. » et quelques années avant, d'après le contexte, reporte à quelques années avant 1909. D'autres preuves attestent la grande camaraderie qui dut s'établir entre étudiants et ouvriers syndicalistes au sein de ces E.S.R.I. finissants. C'est le fait que Monatte était en possession d'un « dossier Rémy » dont il avait dû hériter après la mort de celui-ci. C'est le fait que Delesalle soit demeuré en relations avec Pierrot, qui fut son médecin jusqu'à sa mort, le fait aussi qu'au moment où il s'établit libraire en 1907, c'est Chapoutot, un ancien E.S.R.I. devenu avocat, qui lui avança tout ou partie de la somme nécessaire. Enfin, on peut relever encore que c'est un ami de Delesalle, l'ami d'une vie, G. Willaume qui illustra en 1897 la brochure E.S.R.I. *l'Individu et le Communisme*. Si l'on ajoute enfin que les E.S.R.I. faisaient des causeries dans les cercles anarchistes, on conçoit combien furent répandues dans un milieu fertile les idées collectivement élaborées par le groupe.

Quelles étaient ces idées ? Dans le classement que j'ai fait des brochures E.S.R.I., j'ai montré que certaines intéressaient le mouvement social en général, que d'autres étaient des rééditions, que d'autres enfin traitaient plus précisément de ce qu'est le syndicalisme révolutionnaire. Ce sont, je l'ai dit, *Réformes ou Révolution*, 1896, *les Révolutionnaires au Congrès de Londres - Conférences anarchistes*, 1896, dont les auteurs sont, nous le savons, Léon Rémy et Paul Delesalle, ce qui montre, soi dit en passant, que si le groupe E.S.R.I. s'abstint de participer es-qualité au congrès de Londres, il fut présent en la personne de Rémy et de Delesalle, de quelques autres aussi (Lorcin, Marie Goldsmith, etc...), *les Anarchistes et les Syndicats*, 1898, *la Grève générale*, 1901.

Deux problèmes essentiels sont abordés dans ces écrits. Le premier est de savoir si les anarchistes doivent entrer dans les

syndicats : « Toute la question se réduit [...] maintenant à savoir si l'entrée dans les syndicats et la propagande faite dans leur sein par des communistes-anarchistes peut se concilier avec notre règle de conduite » écrivent les auteurs de la brochure *les Anarchistes et les Syndicats* (cf. p. 15). Et ils répondent ainsi : Que constate-t-on ? Que les syndicats ont évolué, que les ouvriers ont compris qu'il convenait de s'attaquer aux racines du mal, qu'ils sont devenus révolutionnaires. Les anarchistes, entrant dans les syndicats, accéléreront cette évolution. Le terrain syndical, terrain lutte de classes, est d'ailleurs excellent pour former des révolutionnaires intransigeants. Le groupe d'affinité, le groupe anarchiste, est certes un excellent terrain de propagande mais on ne peut y prêcher que des convaincus. Si l'on veut s'adresser à la masse, c'est au syndicat qu'il faut se rendre et les anarchistes y joueront le rôle d'un ferment révolutionnaire. Quant aux sans travail sur lesquels certains compagnons avaient fondé de grands espoirs, ils peuvent eux aussi se syndiquer. D'ailleurs, dira Delesalle, dans une brochure écrite quelques années plus tard, brochure intitulée *l'Action syndicale et les anarchistes*, 1901, et qui reprend la plupart de ces idées, « je souhaite sincèrement que les camarades qui portent leurs efforts de ce côté y trouvent plus de satisfaction que j'en ai eu moi-même ».

Le second problème traite de la valeur comparée des grèves partielles et de la grève générale. Les premières ne peuvent apporter aucune amélioration durable à la condition ouvrière. Toutefois, il n'en résulte pas pour autant qu'elles soient inutiles. Elles sont tout d'abord « un précieux moyen d'intimidation », elles sont ensuite « créatrices de solidarité ouvrière » ; enfin la grève partielle « habitue les ouvriers à la révolte ». La grève partielle ne saurait donc être qu'un entraînement en vue de la grève générale qui, elle, se confond avec la Révolution. Ces idées développées dans les deux brochures publiées en 1896 et dans le rapport publié en 1901 qui répond également à l'objection : pour réussir, « ne faut-il pas avoir la majorité du pays et la presque unanimité des travailleurs ? » Et de répondre que « l'on sait très bien qu'un mouvement révolutionnaire n'a jamais été fait que par une minorité, que la majorité ne compte pas, qu'elle est prête à subir les faits accomplis, lorsqu'ils ne heurtent pas trop ses intérêts, qu'il est impossible de pouvoir remuer cette majorité, qu'on peut seulement la préparer à accepter un changement social qui, dans la plupart des cas, serait un bienfait pour elle ».

Il est donc permis de dire — et c'est là ma troisième raison de souligner le lien E.S.R.I. - Syndicalisme révolutionnaire — que les idées essentielles qui sont celles du syndicalisme révolutionnaire en gestation de 1890 à 1906 — à l'exception toutefois du rôle assigné aux syndicats dans la société future — ont bien été discutées, for-

mulées et propagées par le groupe des E.S.R.I. En 1933, (cf. *Plus Loin*, mars 1933), le docteur Pierrot en était très conscient qui écrivait : « Le mérite du groupe fut d'avoir aidé à dégager les principes du syndicalisme révolutionnaire, au moment même où celui-ci naissait et se développait ».

Disons, et ce sera notre conclusion, que le syndicalisme révolutionnaire fut pratique ouvrière plus que philosophie et que l'action de la petite équipe E.S.R.I., action de quelques individus et limitée à l'agglomération parisienne, ne saurait donc être surestimée. Toutefois, étant donné la forte personnalité des jeunes libertaires qui la composaient, étant donné également les liens étroits qu'ils établirent avec des militants ouvriers, jeunes eux aussi — Delesalle naquit en 1870 et Monatte en 1881 — il semble bien que ces E.S.R.I. ont joué, par la brochure et par la parole, un rôle dans l'expression et la diffusion du syndicalisme révolutionnaire. Ils ont mis à profit les solides études politiques et sociales auxquelles ils s'étaient adonnés, pour apporter à la doctrine qui s'élaborait, une formulation plus achevée et ils ont bénéficié, en milieu ouvrier, d'un préjugé favorable résultant du prestige qui s'attachait à leur culture et à leur situation sociale.

Ce rôle des E.S.R.I. m'a paru devoir être mentionné et souligné.

